



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEIOI

15 JUIN 2021

Evolution de la situation sanitaire

La hausse du nombre de nouveaux cas hebdomadaires se poursuit en AEIOI (+ 15 460 contre + 11 894 la semaine passé). La baisse du nombre de nouveaux cas recensés en Ethiopie se poursuit (+ 1 223

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	30/5	6/6	15/6	30/5	6/6	15/6
Burundi	4 754	4 905	5 013	6	8	8
Comores	3 949	3 956	3 964	146	146	146
Djibouti	11 527	11 556	11 572	154	154	154
Erythrée	4 061	4 461	4 848	14	14	16
Ethiopie	271 200	272 805	274 028	4 143	4 201	4 237
Kenya	170 485	172 325	175 176	3 141	3 264	3 396
Madagascar	41 234	41 631	41 894	829	859	882
Maurice	1 393	1 458	1 572	17	18	18
Rwanda	26 780	27 162	27 660	349	359	366
Seychelles	11 415	12 238	13 414	40	42	43
Somalie	14 653	14 729	14 779	768	773	774
Soudan du Sud	10 688	10 688	10 688	115	115	115
Soudan	35 479	36 004	36 304	2 628	2 697	2 732
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	45 931	51 676	60 250	362	374	423
Total AEIOI	649 304	661 198	676 658	12 733	13 045	13 331

contre + 1 605 la semaine passée). Le nombre de nouveaux cas augmente cependant fortement en Ouganda (+ 8 574 contre + 5 745 la semaine passée) ainsi qu'au Kenya (+ 2 851 contre + 1 840 la semaine passée).

** Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril.*

❖ Lancement du plus grand marché d'électricité en Afrique.

Le 3 juin 2021, l'Union Africaine (UA) a inauguré le marché unique africain de l'électricité (AfSEM). En projet depuis 2015, l'initiative a bénéficié du soutien technique de l'Union Européenne (le marché africain étant conçu sur le modèle du marché de l'électricité européen, créé en 1996). L'AfSEM devrait permettre aux 55 États membres de l'UA d'acheter et de vendre de l'électricité aux autres membres, d'harmoniser les cadres juridiques et d'étendre les réseaux de distribution. L'objectif est de permettre à l'ensemble des Africains d'être connectés au réseau électrique d'ici 2030, conformément à l'ODD n°7. Néanmoins, la première phase du projet ne sera achevée qu'en 2023, et le marché ne sera opérationnel qu'à partir de 2040.

❖ Burundi

Pas de brèves cette semaine.

Développement et s'inscrivent dans le cadre du plan de développement France-Comores signé en juillet 2019 pour un montant total de 150 MEUR.

❖ Comores

Signature de deux conventions pour un montant de 19,7 MEUR dans le cadre du plan de développement France-Comores signé en 2019.

La France et les Comores ont procédé le 11 juin, à Moroni, à la signature de deux conventions pour le développement des Comores. Il s'agit du projet d'appui au développement des filières d'exportations et au développement rural (AFIDEV) pour un montant de 14,84 MEUR, visant plus particulièrement les filières de rente (girofle, vanille et Ylang-Ylang) et le projet d'appui au renforcement des partenariats avec les diasporas entrepreneuriales comoriennes représentant un montant de 4,88 MEUR. Ces deux projets sont financés par l'Agence Française de

La séparation de la Société nationale des postes et services financiers (SNPSF) annoncée pour le 31 juillet.

Le ministre des Finances, du Budget et du Secteur bancaire, Saïd Ali Saïd Chayhane, a indiqué lors d'une séance de questions au Gouvernement à l'Assemblée nationale la séparation des activités bancaires et postales de la SNPSF pour le 31 juillet prochain. La commission en charge du dossier devra évaluer les compétences à conserver par chaque activité, identifier les actifs et passifs rattachés à chaque structure résultant de la séparation afin d'élaborer les bilans d'ouverture et définir les *business model* des nouvelles sociétés pour cette date.

🌐 Djibouti

Développement du secteur aéroportuaire djiboutien.

Début juin, le consortium regroupant les cabinets d'études français ADP-I (Aéroport de Paris Ingénierie) et Egis a signé un protocole d'accord avec l'Autorité des ports et des zones franches de Djibouti, (APZFD). Cet accord porte sur la réalisation d'études sur le développement des capacités aéroportuaires de Djibouti. Financées par un don français du Fonds d'études et d'aide au secteur privé (FASEP), ces études permettront d'étudier les leviers de croissance du trafic aérien à Djibouti pour étudier la pertinence de la construction d'un second aéroport à 25 km de l'actuel aéroport international.

🌐 Erythrée

Pas de brève cette semaine.

🌐 Ethiopie

Lancement d'un AMI pour l'ouverture du capital d'Ethio Telecom.

Un appel à manifestation d'intérêt (AMI) a été lancé le 15 juin pour l'ouverture du capital d'Ethio Telecom. Les entreprises intéressées peuvent postuler jusqu'au 15 juillet 2021. Selon les autorités, un appel d'offres serait ouvert dans la foulée. Par ailleurs, la signature du contrat entre *Global Partnership for Ethiopia* (enmené par Safaricom) et *Ethiopian Communication Authority* a eu lieu le 9 juin, en présence du PM éthiopien et du Président kenyan, qui a célébré l'amitié éthio-kenyane. Cette première étape du processus de libéralisation du secteur, amorcée

en 2019, s'est conclue par l'octroi d'une seule licence, pour un montant de 850 MUSD. Un nouvel appel d'offres pour la licence non attribuée est en cours d'élaboration et pourrait être lancé dans les prochains mois. En parallèle, les services bancaires mobiles (MFS) pourraient être ouverts aux entreprises étrangères d'ici 1 an.

🌐 Kenya

KenyaPower et KenGen sommés par les députés de stopper leurs recours à des auditeurs privés.

Le Parlement kenyan a demandé à l'Auditrice générale Nancy Gathungu de rappeler aux entreprises publiques KenyaPower et KenGen la loi sur l'audit public ainsi que la loi sur la gestion des finances publiques. Selon celles-ci, l'Auditeur général « audite et fait son rapport sur les comptes de toute entité financée par des fonds publics », et lui seul est autorisé à mobiliser un audit privé lorsque nécessaire. KenyaPower et KenGen sont accusés par les députés d'avoir eux-même sollicité l'appui d'entreprises d'audit privées. Les cabinets Deloitte et Ernst & Young pourraient être concernées par cette décision.

🌐 Madagascar

Présentation de projets d'infrastructures en réponse aux problématiques du sud du pays.

Le Président de la République de Madagascar, Andry Rajoelina, a annoncé, dans le cadre d'un colloque pour l'émergence du sud de Madagascar, la mise en œuvre prochaine de projets d'infrastructures pour répondre aux problématiques de développement de cette région. Parmi les projets annoncés, peuvent être soulignés les projets de réhabilitation de routes nationales (RN13 et RN 12a), la construction de

trois pipelines ainsi que d'une usine d'ensilage d'eau. D'autres projets ont également fait l'objet d'annonces : dans le secteur de l'énergie avec l'installation de centrales solaires, dans le domaine de la santé avec la construction d'un hôpital et d'un centre de réhabilitation nutritionnelle, sur l'agriculture avec l'aménagement de surfaces dédiées à la culture du manioc.

✦ Maurice

Maurice annonce la réouverture de ses frontières pour le 15 juillet.

La République de Maurice devrait rouvrir ses frontières le 15 juillet pour l'accueil des touristes étrangers vaccinés. Ces derniers devront se soumettre à une quarantaine de 14 jours au sein de leur hôtel à leurs frais. Maurice qui compte ainsi attirer 650 000 touristes pour les deux prochains mois a ainsi alloué 8,5 MEUR à la *Mauritius Tourism Promotion Authority* pour réaliser les activités de promotion de l'île. Des événements en ligne, auxquels les tour opérateurs et les compagnies aériennes seront parties prenantes, devraient être organisés. Le *Wage Assistance Scheme* et le *Self-Employed Assistance Scheme* seront étendus jusqu'en septembre afin de soutenir le secteur touristique dans cette phase de relance.

✦ Ouganda

Quatre sociétés sélectionnées pour le deuxième appel d'offres de blocs pétroliers au Lac Albert.

Le 13 juin dernier, le ministère des énergies a rendu publique la liste des sociétés présélectionnées pour remporter des intérêts dans cinq blocs d'exploration pétrolière ouverts au marché en mai 2019. Les entreprises choisies

sont la française *TotalEnergies*, l'australienne *DGR Global*, la nigériane *PetrolAfrik Energy Resources* et l'entreprise publique ougandaise *Uganda National Oil Company*. L'appel d'offres qui aurait dû s'achever en novembre 2019, a duré plus longtemps que prévu à cause d'un manque de soumissionnaires dû à la pandémie de coronavirus. Les autorités ont donc dû prolonger le processus jusqu'en septembre 2020 où seulement six entreprises ont été enregistrées. Robert Kasande, Secrétaire permanent au ministère de l'Énergie, avait alors annoncé une nouvelle prolongation. Ce délai étant terminé, les entreprises présélectionnées vont désormais participer à une phase finale, qui consistera à négocier des accords de partage sur la production. Les blocs pétroliers qui leur sont proposés sont situés le long de la frontière avec le Congo dans le bassin du lac Albert et couvrent au total une superficie de 4928 km². Si tout se déroule comme prévu, la production de pétrole devrait démarrer d'ici deux ans.

✦ Rwanda

La Banque mondiale approuve un prêt de 150 MUSD pour soutenir la reprise des entreprises rwandaises.

La Banque mondiale a approuvé, ce mardi, un prêt de 150 MUSD (dont 25 MUSD de dons) pour soutenir de la relance post Covid-19 rwandaise. Ce prêt fait partie d'un programme de 500 MUSD que la Banque mondiale s'était engagée à mettre en place en 2021 (incluant également le déploiement de vaccins, la modernisation de l'agriculture et l'amélioration de l'inclusion numérique). Les 150 MUSD seront destinés au projet *Access to Finance for Recovery and Resilience (AFFIRR)* dont l'objectif est de faciliter l'accès au financement pour les entreprises ayant été affectées par la pandémie. Il s'agira notamment de refinancer leurs dettes, de maintenir leur fonds de roulement et de soutenir

les investissements en faveur de la création de business models plus résilients. Pour cela, les entreprises, les institutions financières participantes et les agences gouvernementales bénéficieront d'une assistance technique ciblée qui leur permettra d'optimiser l'utilisation du *Economic Recovery Fund* lancé par le gouvernement en juin 2020 pour soutenir la reprise post Covid-19. En effet, le projet AFIRR se veut être une contribution à ce plan et fournit des instruments qui devraient renforcer l'écosystème de relance existant.

🌐 Seychelles

Ouverture de nouvelles liaisons aériennes avec l'Arabie saoudite.

La compagnie aérienne saoudienne Flynas proposera des vols vers les Seychelles trois fois par semaine à partir du 1er juillet. Flynas desservira les Seychelles depuis Djeddah, avec des liaisons rapides vers ou depuis Riyad et Dammam. Le vol sera effectué par un avion A320 Neo. Le ministre des Affaires étrangères et du Tourisme des Seychelles, Sylvestre Radegonde, a indiqué que des projets dans le secteur de la pêche, de l'agriculture ou du tourisme pouvaient être identifiés par le Fonds saoudien pour le développement, qui a été abondé cette année de 1 Md USD pour financer des projets sur le continent africain.

🌐 Somalie

Le Kenya annonce la réouverture de son ambassade en Somalie.

À l'invitation du gouvernement somalien, le ministère des Affaires étrangères kényan a annoncé, le 15 juin 2021, sa volonté de rouvrir son ambassade à Mogadiscio, fermée en décembre

2020. L'ambassadeur somalien au Kenya devrait également revenir à Nairobi prochainement. Cette décision fait suite à la réouverture de l'espace aérien kényan aux avions somaliens début juin. Pour rappel, les deux pays conservent plusieurs points de désaccord, dont l'interdiction d'importation de khat kényan par la Somalie, la possible fermeture des camps de réfugiés de Dadaab et Kakuma ainsi que le différend des deux pays à la Cour de Justice Internationale concernant la délimitation de leurs zones maritimes respectives.

🌐 Soudan

Violences à Khartoum après un doublement du prix des carburants.

Le 9 juin, le ministère des Finances a annoncé de nouveaux prix des carburants. Ainsi, le prix de l'essence passe de 150 SDG/litre (0,35 USD) à 290 SDG/litre (0,67 USD), soit une augmentation de 93 %. À titre de comparaison, il s'agit du même prix pratiqué à la pompe aux Emirats, d'un prix légèrement supérieur à celui pratiqué en Égypte (0,56 SUD) et en Éthiopie (0,50 USD). Quant au prix du diesel, il a progressé de 128 % passant de 125 SDG/litre (0,29 USD) à 285 SDG/litre (0,66 USD). La dévaluation du SDG (-15 %), la réalité des prix du carburant raffiné localement –qui constitue la moitié de la consommation totale– et l'imposition de la TVA (17 %) expliquent en grande partie cette forte progression du prix des carburants. Ces augmentations ont déclenché des manifestations dans certains quartiers de la capitale, qui ont dégénéré, les manifestants ayant bloqué, pendant les deux jours suivants, les principales rues de la ville. Pour mémoire, le prix du carburant dans les autres grandes villes soudanaises est en règle générale supérieure à celui de Khartoum et Port Soudan. Pour une ville comme Nyala, ce prix peut être jusqu'à 60 % supérieur.

Accord entre *Hambourg Port Consulting* (HPC) et les autorités portuaires soudanaises.

La société allemande a signé le 10 juin un accord avec la « *Sudan Sea Ports Corporation* », portant sur l'amélioration de la performance du « *South Port* » de Port Sudan (port des conteneurs). Cet accord, qui porte sur 6 mois et qui comprend un volet formation, devrait permettre d'améliorer l'efficacité opérationnelle et administrative du port ainsi qu'une meilleure gestion technique de ses équipements. Le Port Sud, principal point de passage des importations et exportations du pays, souffre de retards importants de chargement et déchargement des marchandises, se traduisant par un allongement du temps d'attente des navires, ce qui a entraîné une explosion des coûts de transports vers le Soudan. Par ailleurs, dans le domaine du transport aérien, des discussions seraient en cours entre Sudan Airways et Lufthansa Consulting sur un projet de restructuration du transporteur national soudanais.

Soudan du Sud

Le Soudan du Sud prévoit de rembourser ses prêts sous forme de pétrole brut.

Le président du Soudan du Sud, Salva Kiir, a annoncé que les prêts dus à la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) seront remboursés sous forme de pétrole brut. Cette décision fait suite à une réunion entre le président et une délégation d'Afreximbank ayant eu lieu le vendredi 11 juin. Au cours de cette dernière, les deux parties ont pu discuter sur les moyens d'approfondir leur relation, et ont également pu aborder les besoins financiers actuels et futurs du Soudan du Sud. Le dialogue s'est alors concentré sur le remboursement des prêts perçus par Djouba de la part

d'Afreximbank puis a bifurqué sur la solution d'un remboursement sous forme de pétrole brut. Les moyens de livraison et la fréquence de ces dernières ont ensuite été fixés. Le président Salva Kiir a finalement exprimé sa gratitude au président de la délégation d'Afreximbank et a réaffirmé son désir de poursuivre la coopération à long terme.

Tanzanie

Prêt concessionnel de 130 MEUR de l'AFD pour développer l'énergie photovoltaïque.

L'accord de prêt a été signé à Dodoma le 11 juin par le secrétaire permanent du ministère des Finances et de la Planification, Mr Emmanuel Tutuba, l'ambassadeur de France en Tanzanie, Frédéric Clavier et la directrice pays de l'AFD, Stephanie Mouen. Les fonds seront alloués pour financer, d'une part, la construction d'une centrale solaire d'une capacité de 150 MW dans le district de Kishapu, dans la région de Shinyanga et d'autre part, la modernisation du réseau de distribution d'électricité pour réduire le taux de perte. Le projet débutera en mars 2022 et durera un an. Il vise à augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix électrique du pays qui dépendait en 2019 à 65,7 % du gaz, 31,4 % des ressources hydrauliques, 1,6 % des importations, 1,1 % des combustibles liquides et 0,2 % de la biomasse.

Le budget prévisionnel de 2021/2022 annoncé à 15,61 Mds USD.

Mwigulu Nchemba, le ministre tanzanien des Finances et de la Planification, a présenté le budget national au parlement le 17 juin. 37 % du budget (5,75 Mds USD) seront alloués aux dépenses de développement, dont 3,19 Mds USD pour financer les grands projets d'infrastructures, parmi lesquelles le barrage

hydraulique Julius Nyerere (2115 MW, 603,97 MUSD), la voie ferrée SGR entre Mtwara et Mbamba Bay, l'oléoduc pétrolier du projet EACOP et la construction de l'usine GNL à Lindi. Par ailleurs, 4,6 Mds USD seront consacrés au service de la dette. Les partenaires de développement devraient contribuer au budget à hauteur de 1,27 Md USD (8,1 % du budget total) tandis que 3,16 Mds seront apportés par des emprunts d'état. La contribution au budget des revenus fiscaux est estimée augmenter de 9,1 % par rapport à l'exercice 2020/2021

Le gouvernement tanzanien a décaissé 162,3 MUSD pour financer le tronçon Mwanza-Isaka du projet SGR.

La portion de 341km du projet de voie ferrée à écartement standard (SGR) permettra de relier le port de Mwanza sur le lac Victoria à Isaka, une ville située au sud de Mwanza. Le coût total du projet est estimé à 1,32 Md USD et sera financé entièrement par le gouvernement tanzanien. La construction de cette ligne avait été attribuée en janvier dernier à deux entreprises chinoises réunies au sein d'une joint-venture, la *China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC)* et la *China Railway Construction Corporation Limited (CRCC)*. Les études préalables à la construction pour fixer le tracé de la future voie ferrée seraient finalisées à hauteur de 90 % selon la *Tanzania Railways Corporation (TRC)*.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON [anne-](#)

brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI

Philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda :

<https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA

lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr

©DGTresor